

# On ne bat pas en retraite !

**La gauche a gagné les élections municipales et cantonales de Mars. Les attentes sont fortes pour des projets locaux de gauche, certes.**

**Mais la droite sanctionnée, c'est aussi un message pour que la gauche propose et se mobilise pour un projet et des solutions notamment sur le pouvoir d'achat, le travail et l'emploi, les retraites, une mondialisation constructive pour les peuples.**

**C'est le sens du soutien et de la participation du Parti communiste aux manifestations du 29 mars pour l'avenir des retraites. C'est le sens de ses propositions.**

Loin d'avoir entendu le message des urnes, Nicolas Sarkozy et François Fillon ne veulent pas revenir sur les 15 milliards de cadeaux fiscaux et prétendent accélérer encore la politique de rigueur pour le plus grand nombre.

## **Retraites: au nom de l'équité?**

Après les quarante annuités d'abord pour les salariés du privé, puis pour ceux du public, après l'attaque des régimes spéciaux, le nouveau rendez-vous du 27 mars prévu par la loi Fillon de 2003 annonce la couleur: 41 ans de côtisation en 2012 pour prétendre à la retraite à taux plein, 42 ans un peu plus tard. Et pourquoi pas la suppression de toute référence à un âge de départ en retraite comme le revendique le rapport Attali couvert d'éloge par Nicolas Sarkozy et le Medef? (\*1)

## **Travailler plus, pour gagner moins?**

Le plan emploi-séniors est un échec. A peine plus de 50% des 55/59 ans ont un emploi. Aujourd'hui, moins de 50% des salariés « liquidant » leur retraite peuvent partir à taux plein et doivent subir une décote de -5% par année manquante. Avec la précarité, particulièrement pour les jeunes et les femmes, cela s'amplifierait. Les propositions gouvernementales de 2008 conduiraient, en 2020, à des pensions équivalentes, en moyenne, à 55% du dernier salaire.

## **On peut dire non et financer de vraies retraites!**

Avec les syndicats, le PCF demande l'augmentation des pensions, le rattrapage du pouvoir d'achat des retraites, le départ à 60 ans et la reconnaissance des départs anticipés pour pénibilité.

L'emploi est au cœur du financement des retraites. Cela exige un relèvement du taux d'activité notamment des femmes, des jeunes, des seniors. Une politique de développement des salaires, de la formation contribuerait à un nouveau type de croissance ainsi que des mesures pour résorber la précarité et pour la reconnaissance des formations.

(\*1) Pendant ce temps,

les prélèvements sur les salariés augmentent, les salaires stagnent, la précarité croît et plus de 720 000 retraités vivent avec 632 euros par mois, le minimum vieillesse soit 23% de moins que le seuil de pauvreté.

Quant aux profits, ils vont bien, merci. Les entreprises du CAC 40 ont réalisé 100 milliards de profits, un record! Et les 500 plus grandes fortunes professionnelles ont augmenté de 40%. Qui dit mieux? Le président qui s'est accordé 174% d'augmentation!



(\*2) Moduler la part patronale?

L'objectif est d'accroître les rentrées de cotisations.

Les entreprises qui développent l'emploi, les salaires, auraient un taux de cotisation relativement abaissé, mais comme il y aurait plus d'emploi de salaires et de croissance réelle, cela accroîtrait la masse des cotisations ; les entreprises génératrices de licenciements, d'emplois précaires, de bas salaires, et qui joueraient sur les placements financiers seraient assujetties à des taux de cotisation beaucoup plus lourds.

(\*3) Taxer les revenus financiers: combien d'euros

Leur appliquer le même taux de cotisation qu'aux salaires apporterait 20 milliards d'euros par an alors que le déficit 2007 de la branche vieilles est de 5 milliards. A cela s'ajoute les revenus financiers nets des institutions financières 60 milliards, les assujettir au taux de la cotisation salariale pour les retraites ferait rentrer encore 6 milliards d'euros

**Le Parti communiste propose de revenir sur les exonérations de charges sans contrepartie. Il propose de moduler la part patronale en fonction de la politique d'emploi, de salaire et de formation des entreprises. (\*2)**

**Pour garantir le système par répartition, pouvoir partir réellement à 60 ans et avoir de bonnes retraites, de nouveaux financements sont incontournables.** Les revenus financiers des entreprises ne contribuent pas au financement de la protection sociale. Il faut les taxer. (\*3)

Le Parti communiste exige aussi que le gouvernement cesse de couvrir le MEDEF qui bloque les négociations sur le départ anticipé à la retraite pour pénibilité du travail.

**Pour changer: des mouvements sociaux et une gauche qui se bat**

Pour rompre la logique du MEDEF et de la droite, sur les retraites comme sur d'autres questions, il faut se faire entendre. Et saisir toutes les occasions, par la rue, par les urnes...

Il faut aussi reconstruire une gauche rassemblée qui a des idées, une gauche, en rupture avec le libéralisme et qui se bat, pour donner, par exemple, des droits de regard et de décision aux citoyens et aux salariés sur l'ce qui les concerne. Une gauche qui estime, par exemple, qu'il y a beaucoup d'argent qui pourrait être bien mieux au service du pouvoir d'achat, de l'école, de la formation, du service public, de la santé, dans la culture, les retraites plutôt que dans la spéculation comme c'est le cas avec l'affaire de la Société Générale et la crise financière en cours.

C'est à cela que le Parti communiste veut être utile

---

**Le Parti communiste au cœur des rassemblements populaires et citoyens pour changer les politiques en France et en Europe**

- Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français
- Je décide d'être membre du Parti communiste français
- Je verse \_\_\_\_\_ euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Prénom et nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

Téléphone \_\_\_\_\_ Courrier électronique : \_\_\_\_\_

Renvoyer à : Parti communiste français - 2 pl. du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19 /

T : 01 40 40 12 12 @ : [contact@pcf.fr](mailto:contact@pcf.fr) - W : [www.pcf.fr](http://www.pcf.fr)